

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 07 JUILLET 2014 à 20 Heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, Adjointes, Mr **BOULEUC Yves**, Adjoint – Mmes **BRÉVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **MALOIZEL Madeleine**, **MÉNARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **VILLENEUVE Catherine** (*arrivée en cours de séance*), Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, de **LA PORTBARRÉ Dominique**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel**, Conseillers Municipaux.

Absents excusés avec pouvoir : Madame **MAZEAU Laurence**, Conseillère Municipale, donne pouvoir à Madame **PERRIGAULT Chantal**, Conseillère Municipale. Madame **CHAMOT-PONCET Soizick** a donné pouvoir à Monsieur **BOULEUC Yves**, Adjoint. Monsieur **LABBE René**, Adjoint, a donné pouvoir à Monsieur **BERNARD René**, Maire. Monsieur **DUVAL Yvonnick**, Adjoint, a donné pouvoir à Madame **BRÉVAULT Chantal**, Conseillère Municipale. Monsieur **PLIHON Sébastien**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **SIGURET Jérôme**, Conseiller Municipal. Monsieur **JENOUVRIER Stéphane**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **LESAGE Samuel**, Conseiller Municipal. Monsieur **LEMONNIER Philippe**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **LESNE Loïc**, Conseiller Municipal.

Absents excusés : Monsieur **GIZARD Rémy**, Conseiller Municipal. Mesdames **LEPAIGNEUL Virginie** et **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale.

Secrétaire de séance : Monsieur **COURDENT Stéphane**, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 2 Juin 2014 : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 2 juin 2014 est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX

2014.103 – Réfection du complexe sportif (salle n° 1) – Avenant au lot 1 - Désenfumage

Monsieur Yves BOULEUC, adjoint, informe l'assemblée que dans sa séance du 26 juin 2014, la commission de sécurité a relevé que le complexe sportif était exceptionnellement utilisé pour des activités autres que sportives.

En conséquence, pour ne pas limiter les occupations, il est fait obligation à la commune de prévoir des châssis de désenfumage dans la toiture de la salle 1.

L'entreprise MARTIN, titulaire du lot 1 « couverture amiante- polycarbonate latéral », propose pour cette prestation un avenant d'un montant de 4 572.00 € HT (*soit 5 486.40 € TTC*).

Ce devis est soumis à l'approbation de l'assemblée.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 23

CONTRE : 0

Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **ACCEPTE** l'avenant proposé par l'entreprise MARTIN, titulaire du lot 1, d'un montant de 4 572,00 € HT (*soit 5 486,40 € TTC*) pour l'objet présenté ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Observations : Monsieur le Maire ajoute que la commission de sécurité n'a pas encore rendu son avis pour ce qui concerne la salle n° 2, mais il est possible que la collectivité soit assujettie aux mêmes prescriptions. Il rappelle en outre que le complexe sportif sera sollicité dans le cadre des nouveaux temps d'activités périscolaires.

2014.104 – Réfection de la toiture de la Mairie – Présentation des devis et ajustement budgétaire

Monsieur Yves BOULEUC, adjoint, rappelle qu'un programme d'investissement de 70 000 € a été ouvert au budget primitif pour la réfection de la toiture de la mairie.

Il informe l'assemblée qu'une consultation d'entreprises a été ouverte pour cet objet et qu'au cours de celle-ci, suite aux visites des artisans, il s'est avéré qu'il y avait lieu d'entreprendre également des travaux sur la charpente.

Monsieur le Maire précise que la toiture de la mairie est d'origine et date de 1936.

Il explique aussi que les bases du campanile présentent un affaissement et que plusieurs options sont possibles pour remédier à la situation : soit un renforcement, soit un remplacement intégral. La commune reste en attente d'un devis supplémentaire pour cette prestation charpente.

Monsieur Yves BOULEUC propose à l'assemblée de prendre connaissance des offres des prestataires mieux-disants :

- Mission contrôle technique, diagnostic : SOCOTEC 4 684, 50 € TTC
solidité et amiante, mission SPS (Saint-Malo)
- Traitement insecticide : Sté S.C.G. 3 558,00 € TTC
(Saint-Malo)
- Restauration de la couverture : Sté GAUTIER 76 963,18 € TTC
(Combours)

Compte tenu des travaux de charpente supplémentaires à intervenir, il invite l'assemblée à adapter l'enveloppe budgétaire nécessaire à cette opération en inscrivant des crédits supplémentaires au programme :

BP 2014 - Section dépenses d'investissement

- Article 2313. Opération 093 : + 50 000 €
- Article 020. dépenses imprévues : - 50 000 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 23 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir les offres de SOCOTEC, de la Société SCG et de l'entreprise GAUTIER dans les conditions financières mentionnées ci-dessus, pour l'opération de restauration de la toiture de la mairie,
- **DELEGUE** à Monsieur le Maire le soin de négocier et de retenir un prestataire pour les travaux de charpente,
- **ADOpte** la décision modificative budgétaire suivante, nécessaire à la mise à niveau de ce programme de travaux, soit :

BP 2014 - Section dépenses d'investissement

- Article 2313. Opération 093 : + 50 000 €

- Article 020 – dépenses imprévues : - 50 000 €

-
- Monsieur le Maire indique qu'une sirène est positionnée dans le campanile de cette toiture et qu'il conviendra de voir avec les services de sécurité ce qu'il doit advenir de celle-ci. Il est possible qu'elle n'ait plus d'usage mais il s'agit dans tous les cas d'un élément du patrimoine communal.
-

FINANCES

2014.105 – Acceptation du produit des amendes de police – Aménagement piétonnier à « La Loge »

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, indique que par lettre en date du 12 juin 2014, la Préfecture d'Ille-et-Vilaine a informé la commune qu'une subvention de 1 432 € lui était accordée au titre des recettes provenant du produit des amendes de police. La participation est destinée au projet de sécurité ci-après : création d'un aménagement piétonnier protégé au lieu-dit « La Loge »

Il est demandé au Conseil Municipal de délibérer sur l'acceptation de cette attribution et de prendre l'engagement d'exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 23 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **ACCEPTE** la subvention de 1 432.00 € attribuée au titre des recettes provenant du produit des amendes de police, pour le projet ci-après : *création d'un aménagement piétonnier protégé à « La Loge »*,
- **S'ENGAGE** à exécuter lesdits travaux dans l'année 2014.

-
- *Monsieur le Maire, rappelle que les produits des amendes de police sont strictement réservés aux travaux liés à la sécurité. Il précise que l'aménagement de cet accotement à « La Loge » permettra de sécuriser les lieux pour les enfants qui se rendent à l'arrêt de bus en empruntant la RD 155.*
 - *Il indique également qu'il n'est pas possible de réaliser des passages « piétons » sur une route départementale, même dans une zone limitée à 50 km (exemple « La Gare »).*
 - *Madame Chantal BREVAULT, conseillère municipale, demande dans quelle mesure les enfants ne pourraient pas être munis de brassards fluorescents. Monsieur le Maire répond que tel est le cas, mais que les élèves ne les portent pas.*
 - *Monsieur Stéphane COURDENT, Conseiller Municipal, fait remarquer que cette subvention ne couvre pas le coût total de l'aménagement. Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, précise que cette subvention est issue d'une enveloppe globale de 615 498 € que le Ministère de l'Intérieur distribue aux communes de moins de 10 000 habitants du département d'Ille et Vilaine. Monsieur René BERNARD, Maire, rappelle la procédure d'attribution de cette subvention, à savoir une étude préalable présentée par la mairie et la validation de la subvention au vu de cette dernière.*
-

2014.106 – Subvention 2014 au Roller Skating Club Mélorien

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, indique que lors de la séance du 2 juin 2014, le conseil municipal avait ajourné l'examen de la demande de l'association Roller Skating Club Mélorien, ceci dans l'attente de la production du bilan financier.

Le dossier étant désormais complet, il est proposé à l'assemblée de se prononcer sur le montant de subvention à attribuer à cette association.

Il rappelle le mode de calcul qui s'établit comme suit : *pour les associations sportives dont le siège social est à Saint-Méloir des Ondes - 26 €/enfant (jusqu'à 18 ans), 7 €/adulte et 10 % du montant des frais de rémunération d'un éducateur.*

En conséquence, il est proposé de verser une subvention d'un montant de 2 562.00 € à l'association.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 23 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **VOTE** une subvention de 2 562.00 € au profit de l'association Roller Skating Club Mélorien pour l'exercice 2014,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à son mandatement.

-
- *Monsieur Stéphane COURDENT, Conseiller Municipal, fait remarquer que le Roller Skating Club n'a actuellement pas de trésorier et demande ce qu'il adviendrait de la subvention communale dans le cas où l'association viendrait à être dissoute. Monsieur le Maire répond qu'en cas de dissolution, il convient de se référer aux dispositions prévues dans les statuts de l'association.*
-

2014.107 - Calcul de la redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau de gaz

Conformément aux articles L 2333.84 et L 2333.86 du Code général des collectivités territoriales, le concessionnaire doit s'acquitter auprès des communes, des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, rappelle la réglementation (*décret n° 2007-606 du 27 avril 2007*) :

« Art R 2333.14.114 : *la redevance due chaque année à une commune pour l'occupation de son domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz, ainsi que par les canalisations particulières de gaz, est fixée par le conseil municipal dans la limite du plafond suivant : $PR = (0.035 \text{ €} \times L) + 100 \text{ €}$ - PR = Plafond de redevance due par l'occupant du domaine public ; L = longueur des canalisations sur le domaine public communal exprimée en mètres ; 100 représente un terme fixe* »

« Art R 2333 - *les termes financiers du calcul du plafond des redevances définis à l'article R 2333.114 évoluent le 1^{er} janvier de chaque année proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini dans un avis du Journal Officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au bulletin officiel du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.* »

Exemple :

L'actualisation annuelle est réalisée sur les bases suivantes : le dernier indice ING connu au 1^{er} janvier 2014 était celui de septembre 2013. Coefficient d'évolution cumulée en partant de la formule du décret = 1.15

Soit une redevance 2014 = $((0.035 \times 23\,676 \text{ mètres}) + 100) \times 1.15 = 1\,068 \text{ euros}$

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 23

CONTRE : 0

Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **PREND ACTE** du mode de calcul de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz,
- **DIT** que le montant de cette redevance s'élève à 1 068 € au titre de l'année 2014,
- **DIT** que le calcul présenté ci-dessus et son mode d'actualisation du coefficient s'appliqueront d'office à la redevance qui sera perçue annuellement par la commune pour l'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

AFFAIRES SCOLAIRES

(arrivée de Madame Catherine VILLENEUVE, conseillère municipale)

2014.108 – Construction du bâtiment enfance/jeunesse – Modification du lieu d'implantation

***Rappel :** Considérant le déficit de locaux pour recevoir les animations du SIAJE et considérant également la mise en place des nouveaux temps d'activités périscolaires, Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal, dans sa précédente mandature, a décidé de concevoir un nouvel espace pour accueillir les activités enfance-jeunesse. Pour une plus grande fonctionnalité et un plus grand partage, le choix avait été fait d'aménager ce bâtiment au sein de la cour d'école elle-même.*

Il indique qu'il s'agit d'un équipement structurant pour lequel un financement de l'Etat à hauteur de 30% est désormais acquis sous la forme de la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux), ceci à condition qu'un commencement d'exécution des travaux ait lieu dans l'année 2014.

Un maître d'œuvre en charge du projet, le cabinet d'architecture Labesse-Bellé (Rennes), a d'ailleurs été désigné par l'actuel conseil municipal dans sa séance du 28 avril 2014.

Considérant le rappel effectué, Monsieur le Maire fait observer qu'à l'issue du renouvellement du conseil municipal, Madame Marylène DUFAIX, Adjointe aux affaires scolaires, l'avait sollicité car elle craignait que l'emplacement retenu pour la construction du projet (parcelle T 278) n'ampute sensiblement la cour de récréation de l'école publique. Il fait remarquer que quelques observations avaient relayé cette crainte.

Suite à celles-ci, la commission des travaux a étudié s'il existait des possibilités de transfert du projet tout en restant dans l'enceinte des structures scolaires.

En conséquence, sans remettre en question la conception du bâtiment en lui-même, il est proposé de retenir pour le projet une nouvelle localisation permettant de sauvegarder la cour de récréation. Deux options sont proposées :

- un emplacement en limite de propriété de la parcelle communale T 279 (*enceinte scolaire publique*) à proximité du restaurant scolaire. *Cette solution amputerait un peu la cour des maternelles et supposerait surtout de démolir l'actuel local qui sert à l'association de parents d'élèves (APEEP).*
- un emplacement entre les 2 établissements scolaires, soit un positionnement entre les parcelles T 279 (*côté école publique*) et T 280 (*côté école privée*). *Ce choix aurait pour avantage de sauvegarder à la fois : la voie d'accès à l'école publique par l'extérieur, l'intégrité de la cour des maternelles de l'école publique et le bâtiment à usage des parents d'élèves (APEEP).*

Monsieur le Maire ajoute que dans cette perspective, il y aurait lieu pour la commune de se porter acquéreur auprès de l'association La Mélorienne Immobilière, propriétaire de la parcelle T 280, de l'emprise nécessaire au projet.

Entendu cet exposé, après en avoir délibéré et voté,

- Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, se déclare favorable au choix d'une nouvelle localisation pour le projet (**POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0**)

- Le Conseil Municipal (POUR : 23 CONTRE : 0 Abstention : 1)
- **SE DECLARE favorable** à un positionnement du bâtiment sur les parcelles T 279 (propriété communale – école publique) et T 280 (propriété de l'association La Mélorienne Immobilière – école Saint-Joseph),
 - **SOLLICITE** l'avis de l'association La Mélorienne Immobilière (sise 9 rue de La Gare -35350 Saint-Méloir des Ondes) sur le projet envisagé,
 - **SOLLICITE** l'avis du service des Domaines pour l'évaluation de l'emprise à acquérir,
 - **CHARGE** Monsieur le Maire d'en aviser l'architecte, Monsieur Bellé.
-

Observations :

- Monsieur Yves BOULEUC, adjoint, fait remarquer que l'école privée Saint-Joseph peut avoir besoin de conserver une réserve foncière pour ses propres projets, notamment si ses effectifs venaient à augmenter ou en cas de travaux sur ses bâtiments afin de positionner des classes mobiles.
 - Monsieur Michel VUILLAUME, conseiller municipal, souligne qu'il faut raisonner en termes d'utilité du bâtiment dans la mise en œuvre des nouveaux temps d'activités périscolaires.
 - Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, se demande dans quelle mesure la commune n'aurait pas intérêt à prévoir un étage au bâtiment. Monsieur le Maire répond que compte tenu de l'avant-projet validé par les services de l'Etat, il n'est plus possible de revenir sur la conception initiale du bâtiment sauf à renoncer à la DETR. Seul un changement de lieu d'implantation est envisageable.
 - Madame Chantal PERRIGAULT, conseillère municipale, fait observer que le choix de déplacer le bâtiment est pertinent car le premier emplacement avait été retenu dans une forme d'urgence.
 - Monsieur Stéphane COURDENT, conseiller municipal, demande si le Directeur de l'école privée aura un avis à émettre sur le projet. Monsieur le Maire répond que le foncier est propriété de l'association La Mélorienne Immobilière et mis à disposition de l'OGEC pour les besoins de l'école Saint-Joseph. En conséquence, l'OGEC et le directeur de l'école seront concertés en qualité d'utilisateurs des lieux.
 - Monsieur Stéphane COURDENT demande s'il serait possible de positionner le bâtiment, toujours à cheval entre les deux établissements, mais à un autre endroit. Monsieur le Maire répond que cela l'éloignerait alors des activités du SIAJE et de son usage intercommunal.
-

Préau de l'école publique : Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, demande si le préau de l'école va faire l'objet de travaux. Monsieur le Maire répond que la commune se renseigne sur le coût d'un nouveau bardage.

2014.109 – Mise en place des temps d'Activités Périscolaires

Monsieur le Maire indique que nous arrivons au terme d'un long travail. Celui-ci avait été commencé par Mesdames CASU et PERRIGAULT et le comité de pilotage lors de la précédente mandature. Le projet a été repris par Madame Marylène et le comité de pilotage depuis le mois d'avril.

Madame Marylène DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires, rappelle que la commune met en place, à compter de la rentrée 2014, un Temps d'Activités Périscolaires (T.A.P.) pour tous les enfants scolarisés dans la commune.

Sous forme d'ateliers de découverte et d'éveil gratuits pour les familles, les TAP permettront aux enfants de s'initier à des activités dans les domaines sportifs, culturels, artistiques, créatifs, récréatifs...etc.

La répartition dans les groupes s'effectuera par classe d'âge. L'année a été partagée en 3 cycles d'environ 11-12 semaines et il est prévu que les enfants changent d'animation à chaque nouveau cycle.

Madame DUFAIX présente à l'assemblée l'effectif inscrit au 4 juillet 2014, soit 302 élèves au total, sachant que les inscriptions de nouveaux élèves dans les écoles feront sensiblement évoluer celui-ci.

Elle indique que lors d'une réunion du 2 juillet dernier, les membres du Comité de Pilotage ont rencontré les intervenants au projet. Ces derniers ont présenté le contenu de leurs activités et ont fait connaître leur besoin en matériel.

Lors de cette même réunion, ont été également évoquées les difficultés rencontrées par quelques familles pour récupérer leur enfant le mercredi après la classe entre 12h et 12h10 (*heure de départ des enseignants*)

Aussi, pour ces situations particulières, il est proposé de créer une permanence de garde entre 12h et 12h30 le mercredi. Cette permanence sera tenue par une ATSEM de l'école publique et sera hébergée dans le local de la garderie municipale.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** d'ouvrir une permanence de garde le mercredi entre 12h et 12h30, destinée aux familles qui rencontrent des difficultés pour récupérer leur enfant avant 12h10 (*horaire de départ des enseignants*),
- **DIT** qu'il s'agit d'un service payant et sur inscription, dont le prix est fixé à 1,01 € le créneau de 12 h -12 h 30,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre au point les rémunérations de tous les prestataires et intervenants sollicités pour les T.A.P. et à signer tous contrats et conventions s'y rapportant,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à contractualiser avec l'OGEC pour l'occupation des locaux qui seront utilisés au sein de l'école Saint-Joseph dans le cadre des T.A.P.

Observations :

- *Monsieur le Maire précise que le service de restauration scolaire du mercredi est ouvert sous la responsabilité du SIAJE et qu'à ce titre, seuls les enfants inscrits aux activités de l'accueil de loisirs du SIAJE peuvent y déjeuner. Il ajoute également que les activités du SIAJE prennent fin à 17h00 et que les inscrits s'engagent à aller jusqu'au terme de cet horaire.*
 - *Concernant les non-inscrits, Monsieur Jérôme SIGURET, conseiller municipal, demande dans quelle mesure la ville peut savoir si des familles ont oublié de retourner leur imprimé d'inscription ou s'il s'agit d'une volonté effective de ne pas participer aux activités.*
Monsieur le Maire répond que les dossiers d'inscription aux TAP ont été distribués au sein de toutes les classes pour un retour demandé aux familles pour le 23 juin 2014. Une fois la comptabilisation des inscrits effectuée, les services de la mairie ont adressé aux deux directions d'école les statistiques et un délai supplémentaire a été accordée aux familles jusqu'au 1^{er} juillet.
 - *Monsieur le Maire rappelle que les TAP, suivant les instructions des services académiques, doivent être des temps de délassement et de loisirs pour les enfants et que les activités programmées seront toujours abordées sous un angle ludique. Il est d'ailleurs exclu qu'à l'issue des cycles, une « validation des acquis » ou une évaluation soit effectuée, ce temps n'étant pas un temps d'enseignement. Les intervenants qui le souhaiteront (ex : théâtre, sport...) pourront proposer aux enfants un petit spectacle final mais à leur seule attention.*
 - *Madame Marylène DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires, fait remarquer que le planning des salles occupées dans le cadre des TAP reste à affiner et à finaliser pour la rentrée.*
-

2014.110 – Demande de l'Ecole Notre-Dame (Dol-de-Bretagne) – Participation à une classe C.L.I.S.

Madame Marylène DUFAIX, Adjointe, indique que depuis la rentrée 2013, l'Ecole Notre-Dame de Dol-de-Bretagne accueille un enfant de primaire, domicilié sur notre commune, au sein d'une classe C.L.I.S. (*classe pour l'inclusion scolaire*).

L'article 442-5-1 du Code de l'Education Nationale précise les conditions dans lesquelles les communes de résidence contribuent au fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association. Dans ce cadre de sa mission de service public, l'établissement sollicite une participation de 360 € pour cet enfant de primaire en classe C.L.I.S.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **ACCEPTE** de verser une participation 360 € à l'Ecole Notre-Dame de Dol de Bretagne, ceci en vertu de l'article 442-5-1 du Code de l'Education Nationale qui précise les conditions dans lesquelles les communes de résidence contribuent au fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à son mandatement.

CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS

2014.111 - Conseil Municipal des Enfants - Demande de participation pour l'invitation d'un auteur jeunesse

Madame Marylène DUFAIX, Adjointe, donne lecture de la lettre par laquelle le Conseil Municipal des Enfants sollicite une participation de la ville pour financer son deuxième projet de l'année, soit : une animation lecture le mercredi 24 septembre 2014 avec la participation de Monsieur Bruno BERTIN (*auteur rennais de la BD Vick et Vicky*).

Le montant du projet s'élève à la somme de 300 € (*248 € pour l'animation et environ 50 € de frais de déplacement*).

Monsieur René BERNARD, Maire, précise que le Conseil Municipal des Enfants soumet habituellement deux projets, à savoir :

- un « grand projet » d'équipement ou autre (*ex : plate-forme multi-sports sous le mandat précédent, skate parc en 2014*)
- et un « petit projet annuel » : (*ex : sortie vélo e, 2012, initiation théâtre en 2013, animation lecture en 2014*)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **SE DECLARE favorable** à l'animation lecture présentée par le Conseil Municipal des Enfants,
- **ACCEPTE** de prendre en charge les frais liés à ce projet, soit les frais d'animation et le défraiement de l'auteur invité.

Monsieur Jérôme SIGURET, Conseiller Municipal, souhaite savoir s'il est possible d'être destinataire du compte-rendu des réunions du Conseil Municipal des Enfants. Madame DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires, indique qu'elle pourra se charger de cette transmission.

FONCIER et RESEAUX

2014.112 – Projet de vente d'un nouvel îlot foncier sur la « Place du Marché au Cadran »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune dispose d'une superficie d'environ 1 120m² située au nord-ouest de la Place du Marché au Cadran, en bordure de la rue d'Emeraude.

En effet, suite à l'achat en 2012 de la parcelle T 423 (*ex propriété Couapel/Heudes*), la commune est en mesure de constituer une nouvelle unité foncière en continuité de l'existant.

Cet îlot pourrait ainsi être proposé à la vente sous forme d'un appel à projet.

L'opération se ferait dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E.) du secteur qui prévoit une participation des investisseurs au financement des équipements publics.

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs que la commune a fait le choix de ne pas urbaniser l'autre versant de la place du Marché au Cadran pour lui conserver un usage de parking.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **SE DECLARE** favorable au projet de vente du nouvel îlot foncier, d'une superficie d'environ 1 120 m², constitué au nord-ouest de la Place du marché au Cadran,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire procéder au bornage de cette surface et à saisir le service des Domaines pour son évaluation foncière,
- **DIT** qu'un cahier des charges qui servira de support à la consultation des aménageurs devra être mis au point et validé lors d'une prochaine séance de conseil municipal.

Observations :

- *Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, demande dans quelle mesure la commune ne pourrait pas porter son propre projet sur ce site, en lieu et place d'un aménageur, en y insérant des commerces.*
- *Monsieur le Maire répond que les cellules commerciales en vente sur la place trouvent difficilement preneur. De plus, le marché immobilier local souffre actuellement des incertitudes qui demeurent dans le dispositif de défiscalisation proposé aux investisseurs privés. Il ajoute que la commune devrait toutefois pouvoir conserver son zonage B2, lequel est le plus favorable en la matière.*
- *Monsieur Michel VUILLAUME, conseiller municipal, trouve également qu'un portage de projet par la commune serait trop périlleux.*
- *Monsieur Samuel LESAGE fait remarquer que le parking de la place paraît, dans son aspect actuel, inachevé. Monsieur le Maire rappelle que ce parking est d'une très grande utilité pour les commerces et services du centre-bourg et que des marquages au sol sont prévus.*

2014.113 – Adhésion au groupement de commande d'énergies et autorisation de signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents

Exposé des motifs : Monsieur René BERNARD, Maire, indique que la loi du 7 décembre 2010 réaménage le marché d'électricité et du gaz naturel en supprimant l'offre du tarif réglementé à la vente.

- Le 1^{er} janvier 2015 pour les contrats de gaz naturel dont la consommation annuelle de référence est supérieure à 200 000 kWh.
- Le 1^{er} janvier 2016 pour les contrats de gaz naturel avec une CAR supérieure à 30 000 kWh et pour les contrats de fourniture électrique dont la puissance souscrite est supérieure à 36 KVA.

La suppression de ce tarif régulé de vente va engendrer des variations du coût du kWh d'un consommateur à l'autre dans une logique de prise de parts de marché.

Avant le 1^{er} janvier 2015, les personnes publiques devront recourir aux procédures prévues par le Code des Marchés Publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L 441.5 du Code de l'énergie.

Dans ce cadre, le Syndicat d'Energie des Côtes d'Armor se propose de constituer un groupement d'achat d'énergies afin de garantir la conformité des procédures.

VU le code des marchés publics et notamment son article 8,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la convention constitutive du groupement de commandes d'achat énergies ci-jointe en annexe,
Sachant que

- La convention a une durée permanente
- Le coordonnateur du groupement est le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor (SDE22) et qu'il sera chargé de la passation des marchés d'achat d'énergies,
- L'exécution des marchés est assurée par la commune,
- La commission d'appel d'offres sera celle du SDE22, coordonnateur du groupement,
- Les communes d'Ille et Vilaine sont représentées au niveau d'un comité de suivi des groupements d'achat d'énergies par trois membres désignées par l'AMF,

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24

CONTRE : 0

Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** les termes de la convention constitutive du groupement d'achat d'énergies, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement ayant pour objet l'achat d'énergies,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement,
- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords- cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Saint-Méloir des Ondes.

-

AFFAIRES GENERALES

2014.114 – Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République prévoit l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Il précise que le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités de ce fonctionnement.

Cette même loi impose néanmoins au conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés publics prévus à l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Entendu cet exposé,

Après avoir pris connaissance du projet de règlement intérieur,

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24

CONTRE : 0

Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ACCEPTE le règlement intérieur tel que présenté en séance et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit document.

2014.115 – Constitution de la C.L.E.C.T. de Saint-Malo Agglomération (commission locale d'évaluation des charges transférées) – désignation de 2 délégués

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que « Saint-Malo Agglomération » sollicite la désignation de deux représentants qui seront appelés à siéger au sein de sa commission locale d'évaluation des transferts de charges.

- **Le Conseil Municipal DESIGNER** les délégués suivants pour siéger à la commission locale d'évaluation des charges transférées (C.L.E.C.T.) de « Saint-Malo Agglomération » :
- Monsieur Michel VUILLAUME, Conseiller Municipal (POUR : 23 CONTRE : 0 ABSTENTION : 1)
- Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint (POUR : 23 CONTRE : 0 ABSTENTION : 1)

2014.116 – Approbation de la modification des statuts du SIVU SPANC

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que le SIVU SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) du canton de Châteauneuf d'Ille-et Vilaine demande à ses communes membres de délibérer sur le changement de son siège social et sur la composition du bureau.

Les modifications statutaires sont les suivantes :

- Le siège social du SIVU SPANC est désormais établi au Centre Technique Urbanisme et Environnement (*Rue Vauban - 35240 Saint-Père Marc en Poulet*) (et non plus en Mairie de Saint-Guinoux)
- Le bureau du SIVU SPANC se compose d'un Président et de deux Vice-Présidents (*suppression des postes de trésorier et secrétaire*)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 24 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ACCEPTE la modification des statuts du SIVU SPANC telle que présentée ci-dessus.

2014.117 – Motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France

Monsieur René BERNARD, Maire, donne lecture de la motion de soutien à l'action de l'AMF pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat.

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et les intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- . de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017
- . soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017

Dans ce contexte, le bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36 000 adhérents communaux publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30 % de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources.

En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

Les collectivités de proximité (communes et intercommunalités) sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- . elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurant le « bien vivre ensemble » ;
- . elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- . enfin, elles jouent le rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents (POUR : 23 - CONTRE : 0 - Abstention : 1)

SOUTIENT ET APPROUVE la demande de l'AMF :

- . Réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat,
- . Arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense,
- . Réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales.

INFORMATIONS

- Groupama Assurances – projet immobilier : Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Groupama Assurances en date du 2 juillet 2014 par lequel l'agence confirme son souhait de conserver ses bureaux à l'emplacement actuel, à savoir place de l'Eglise.
- Monsieur le Maire rappelle que la consultation pour la désignation d'un maître d'œuvre en charge de l'extension du complexe sportif sera publiée prochainement.
- Monsieur le Maire fait savoir que Monsieur Yves BOULEUC va transmettre à tous les élus le lien permettant de visionner le film tourné à l'occasion de la remise du prix d'accessibilité.
- En réponse à Madame Catherine VILLENEUVE, conseillère municipale, Monsieur le Maire indique que si la ville choisissait de relancer le concours des maisons fleuries, ce dossier serait suivi par la commission « fleurissement ».
- Monsieur Dominique de LA PORTBARRE, Conseiller Municipal, signale que la commission « communication » a travaillé pour proposer une version nouvelle du journal municipal. La distribution est en cours. Monsieur le Maire remercie la commission et les services administratifs de la Mairie pour la réalisation de cette nouvelle édition plus agréable dans sa nouvelle mise en page.

La séance est levée à 23 h 23

Saint-Méloir des Ondes, le 07 Juillet 2014